



ÉTUDES EFFECTUÉES EN 2012

COMPILATION



Comité économique et social européen
Département de la Communication



*Comité économique et social européen
Département de la Communication*

Études réalisées en 2012

Compendium

Table des matières

<i>La crise: des dangers, mais des chances à saisir pour les organisations de la société civile en Europe</i>	<i>2</i>
<i>Situation économique et sociale des Pays Baltes: l'Estonie</i>	<i>3</i>
<i>Situation économique et sociale des Pays Baltes: la Lettonie</i>	<i>4</i>
<i>Situation économique et sociale des Pays Baltes: la Lituanie</i>	<i>5</i>
<i>Le rôle des organisations syndicales et des partenaires sociaux dans la programmation et le suivi des politiques de cohésion économique et sociale dans le nouveau cadre financier pour 2014-2020</i>	<i>6</i>
<i>Éducation financière: défis et meilleures pratiques</i>	<i>7</i>
<i>Étude de faisabilité sur le thème "La création d'un Observatoire des jeunes agriculteurs européens"</i>	<i>8</i>
<i>Scénarios relatifs aux bouquets énergétiques nationaux du futur: processus d'engagement de la société civile dans l'Union et les pays tiers</i>	<i>10</i>
<i>Le rôle de la société civile dans les accords de libre-échange</i>	<i>11</i>
<i>Questions sur la société civile à inclure dans une future enquête Eurobaromètre</i>	<i>12</i>
<i>Les médias sociaux et les réseaux sociaux en tant qu'agents de la démocratie participative et de la participation des citoyens – Le CESE utilise l'internet pour faire participer les organisations de la société civile</i>	<i>13</i>
<i>Procédures de nomination des membres du CESE dans les 27 États membres et en Croatie (mise à jour 2012)</i>	<i>14</i>

La crise: des dangers, mais des chances à saisir pour les organisations de la société civile en Europe

Cette étude examine des aspects qui concernent la société civile et s'intéresse à l'impact de la crise financière en Europe sur les organisations de la société civile (OSC). Ayant consulté un large éventail de sources et de données, les auteurs rapportent des réponses très diverses provenant du large pan de la société civile européenne, et soulignent les principaux enjeux auxquels est confrontée la société civile ainsi que les possibilités qui s'offrent à elle dans le contexte de la crise financière. Cette étude présente quatre domaines spécifiques dans lesquels la crise a pu avoir une incidence sur les relations entre les OSC et les institutions et décideurs politiques: (i) financement (impact des politiques d'austérité, coupes budgétaires, modèles commerciaux alternatifs, etc.); (ii) alliances, réseaux et autres moyens de faire entendre sa voix; (iii) nouveaux défis et chances à saisir concernant l'interaction et la coopération entre OSC et gouvernements; (iv) l'engagement des citoyens dans les OSC. L'étude conclut par une liste de recommandations et de propositions d'occasions particulières pour les membres du CESE de s'engager avec les OSC et de faciliter l'amélioration des processus décisionnels nationaux (et européens).

Numéro de référence: EESC/COMM/12/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-548-EN-C
ISBN: 978-92-830-2026-4
Langue: EN
Pages: 55
Auteur: Institute for European Studies, Vrije Universiteit Brussel (IES-VUB); Belgique
Service demandeur: Cabinet du Président Nilsson
Disponibilité: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.publications.29836>
Personne de contact: Ulrika Arvidsson Velasquez (Ulrika.Arvidsson-Velasquez@eesc.europa.eu)

Situation économique et sociale des Pays Baltes: l'Estonie

Cette étude aborde les tendances présentes sur le marché du travail en Estonie pendant les années de croissance économique rapide et pendant la période de crise qui les ont suivies. Elle examine les changements intervenus dans les domaines de l'emploi et du chômage, ainsi que les problèmes que connaissent à cet égard les catégories vulnérables (les jeunes, les personnes âgées, les non-Estoniens et les habitants des régions présentant des faiblesses structurelles). Cette étude décrit aussi les institutions du marché du travail en Estonie, ainsi que les mesures de politique active et passive qui ont été appliquées au marché du travail. Elle s'arrête en particulier sur la nouvelle législation en matière de travail, ainsi que sur les changements apportés en réponse à la crise. Le rôle des partenaires sociaux dans l'élaboration de la politique de l'emploi y est aussi évalué. La dernière partie rassemble les enseignements que la crise économique et l'adaptation à cette crise ont apportés au processus d'élaboration de la politique économique en Estonie.

Numéro de référence: EESC/COMM/06/2012

Numéro de catalogue: QE-30-12-149

ISBN: DE: 978-92-830-2007-3

EN: 978-92-830-2008-0

ET: 978-92-830-2009-7

FR: 978-92-830-2010-3

Langues: DE, EN, ET, FR

Pages: 24, 22, 20, 24

Auteur: Alari Purju; Université technique de Tallinn; Estonie

Service demandeur: Groupe II

Disponibilité: Peut être téléchargé

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.27247>

Personne de contact: Francisco Soriano (Francisco.Soriano@eesc.europa.eu)

La situation économique et sociale dans les Pays Baltes: La Lettonie

Cette étude présente une vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Lettonie de 2004 à 2012. Si la Lettonie était l'un des pays du monde qui avaient enregistré la croissance la plus rapide avant la récession, elle a perdu, depuis son déclenchement, un quart environ de son PIB. L'auteur examine les principales causes de la récession, les mesures prises par le gouvernement pour lutter contre cette situation et leur impact, la situation du marché du travail, les effets de la crise sur le système de la sécurité sociale et le dialogue social, ainsi que les propositions syndicales pour lutter contre les effets de la récession. Pour terminer, des recommandations sont avancées concernant un développement économique futur.

Numéro de référence: EESC/COMM/07/2012

Numéro de catalogue: QE-30-12-151

ISBN: DE: 978-92-830-2015-8
EN: 978-92-830-2016-5
FR: 978-92-830-2017-2
LV: 978-92-830-2018-9

Langues: DE, EN, FR, LV

Pages: 30, 25, 27, 21

Auteur: Jānis Kajaks, Confédération des syndicats indépendants de Lettonie (LBAS)

Service demandeur: Groupe II

Disponibilité: Peut être téléchargé

<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.27260>

Personne de contact: Francisco Soriano (Francisco.Soriano@eesc.europa.eu)

La situation économique et sociale des Pays Baltes: la Lituanie

L'étude analyse la situation économique et sociale en Lituanie au cours des dix dernières années. Les auteurs présentent la situation économique, les tendances démographiques, les évolutions dans le domaine de l'emploi, du marché du travail, de la politique économique et sociale, des conditions de vie et de travail, ainsi que les perspectives futures. Pour conclure, les auteurs donnent des recommandations pour un développement économique et social durable dans le pays.

Numéro de référence: EESC/COMM/08/2012
Numéro de catalogue: QE-30-12-150
ISBN: DE: 978-92-830-2011-0
EN: 978-92-830-2012-7
FR: 978-92-830-2013-4
LT: 978-92-830-2014-1
Langues: DE, EN, FR, LT
Pages: 20, 19, 21, 19
Auteurs: Boguslavas Gruževskis, Inga Blažienė; Centre de recherches sociales; Lituanie
Service demandeur: Groupe II
Disponibilité: Peut être téléchargé
<http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.27270>
Personne de contact: Francisco Soriano (Francisco.Soriano@eesc.europa.eu)

Le rôle des organisations syndicales et des partenaires sociaux dans la programmation et le suivi des politiques de cohésion économique et sociale dans le nouveau cadre financier pour 2014-2020

Ce document s'intéresse aux décisions prises pour le budget de l'Union européenne dans le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020. Les auteurs rappellent les mois de négociations difficiles qui ont suivi la période de crise financière de 2007-2013. Le rapport de la Commission européenne visant la politique de cohésion économique et sociale de cette période y est largement mentionné. Un rappel des objectifs, du budget et des grands principes d'intervention du programme précédent et les changements apportés au nouveau programme sont ensuite expliqués. Les derniers chapitres portent sur l'importance d'une meilleure intégration des partenaires sociaux, qui doivent être présents lors de toutes les étapes du processus de gestion des fonds structurels à travers le dialogue et grâce à une phase de programmation nécessaire. Le texte insiste ensuite sur l'effort important à déployer pour formaliser les différentes procédures du partenariat, et sur le développement de l'assistance technique des organisations syndicales. Les auteurs ajoutent que la généralisation de l'assistance technique et le renforcement des moyens sont d'autant plus nécessaires que le principe de partenariat doit être étendu.

Numéro de référence: EESC/COMM/15/2012

Numéro de catalogue: QE-32-12-561

ISBN: FR: 978-92-830-2025-7

EN: 978-92-830-2177-3

Langues: FR, EN

Pages: 50

Auteur: Syndex; France

Service demandeur: Groupe II

Disponibilité: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.29920>

Personne de contact: Francisco Soriano (Francisco.Soriano@eesc.europa.eu)

Éducation financière: défis et meilleures pratiques

Cette étude souligne l'importance de l'éducation financière et illustre le rôle des institutions européennes et des organismes internationaux dans le domaine de l'éducation financière. En outre, elle présente l'avis du CESE sur l'éducation financière et la consommation responsable de produits financiers et suggère des voies possibles pour l'éducation financière. Cette étude présente une sélection représentative de bonnes pratiques concernant l'éducation financière dans un éventail très diversifié de programmes et de projets conduits par une large gamme d'acteurs – dans les domaines social, éducatif, financier, etc. – du secteur privé et des organismes publics, afin qu'elles servent de référence. Ce compendium des bonnes pratiques reflète la diversité géographique et prend en considération plusieurs groupes cible, en évitant les chevauchements.

Elle a été publiée sous le titre de "*L'éducation financière pour tous – Publication du CESE sur les stratégies et les bonnes pratiques en matière d'éducation financière au sein de l'Union européenne*". (ISBN: 978-92-830-1981-7)

Numéro de référence: EESC/COMM/09/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-544-EN-C
ISBN: 978-92-830-2006-6
Langue: EN
Pages: 44
Auteurs: Ana María Cabezas Fernández; Asociación General de Consumidores (ASGECO Confederación); Espagne
Service demandeur: ECO
Disponibilité: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.publications.27509>
Personne de contact: Gerald Klec (Gerald.Klec@eesc.europa.eu)

Étude de faisabilité sur "La création d'un Observatoire des jeunes agriculteurs européens"

Cette étude évalue la faisabilité de créer un Observatoire européen indépendant consacré aux jeunes agriculteurs. Ce nouvel instrument aurait pour fonction de fournir des informations, de contrôler les données concernant les nouveaux agriculteurs dans les États membres, d'assurer le suivi et l'évaluation des mesures destinées à aider les jeunes agriculteurs et de soutenir le processus décisionnel et les options stratégiques au niveau de l'UE.

Avant d'analyser les caractéristiques et des fonctions de l'Observatoire, cette étude dresse le panorama des principaux acteurs publics et privés traitant, à l'échelle de l'UE et des États membres, des politiques liées aux jeunes agriculteurs et décrit leur profil institutionnel ainsi que les données qu'ils gèrent et les services qu'ils offrent. Le travail accompli par les collectivités nationales et régionales, les organisations professionnelles agricoles, les associations de jeunes agriculteurs et d'autres réseaux actuels ou potentiels y font l'objet d'une attention particulière.

Les meilleures pratiques et les dispositions opérationnelles effectives pour recueillir des informations, procéder à des analyses et émettre des recommandations susceptibles de contribuer à mettre en œuvre les stratégies y sont relevées. L'étude recense aussi les vides à combler par l'Observatoire en ce qui concerne les informations et les connaissances au niveau de l'UE.

Enfin, l'étude contient une évaluation de la faisabilité des différentes options visant à améliorer l'information concernant la situation des jeunes agriculteurs en Europe et à combler les vides détectés. Elle inclut une analyse des coûts/bénéfices de la mise en place et de la durabilité d'un nouvel observatoire indépendant, ainsi que des recommandations concernant le statut, la structure, les objectifs et les moyens de financement de ce dernier. D'autres moyens de coopération via les institutions existantes et la possibilité d'élargir durablement leurs activités y sont aussi analysés.

Numéro de référence: EESC/COMM/19/2012

Numéro de catalogue: QE-30-12-159-EN-C

ISBN: Sans objet

Langue: EN

Pages: 38

Auteurs: José Fernando Robles Del Salto; Young Farmers Association; Spain

Service demandeur: NAT
Disponibilité: Disponible sur demande (nat@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Rayka Hauser (Rayka.Hauser@eesc.europa.eu)

***Scénarios relatifs aux bouquets énergétiques nationaux du futur:
processus d'engagement de la société civile dans l'Union
et les pays tiers***

Cette étude présente cinq cas de bonnes pratiques qui illustrent différentes manières d'associer le public et de communiquer avec lui. Après une analyse critique des leçons apprises, les auteurs formulent un ensemble de recommandations pratiques pour l'élaboration d'une boîte à outils et d'une procédure adaptables aux États membres.

Elle passe aussi en revue les publications récentes ainsi que les initiatives, dialogues et consultations publiques menés récemment par les parties prenantes sur des scénarios relatifs aux bouquets énergétiques nationaux du futur, aux niveaux local, urbain, régional, national et international. Certains processus de meilleures pratiques sur d'autres sujets sont aussi inclus.

Les conclusions de cette étude suggèrent qu'une innovation alimentée par la participation peut être un moyen très efficace pour adopter de commun accord et/ou réaliser des objectifs stratégiques à l'échelle nationale, régionale, urbaine ou locale, et ce à un moindre coût pour les pouvoirs publics et avec moins de bureaucratie que les procédures traditionnelles.

Numéro de référence: EESC/COMM/05/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-551-EN-C
ISBN: Sans objet
Langue: EN
Pages: 98
Auteurs: Paul Dorfman, Ingrid Prikken, Simon Burall
Service demandeur: Section TEN
Disponibilité: Disponible sur demande (ten@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Aleksandra Klenke (Aleksandra.Klenke@eesc.europa.eu)

Le rôle de la société civile dans les accords de libre échange

L'auteur de cette étude commence par une introduction au principe de développement durable, et explique pourquoi suivant ce principe la société civile doit avoir un rôle dans le processus décisionnel public. Il analyse ensuite le rôle central du principe de développement durable dans les accords commerciaux de l'UE, et examine l'application de ce principe dans les accords commerciaux de l'UE par l'inclusion, dans des chapitres sur "le développement durable", d'obligations sociales et environnementales, ainsi que de mécanismes de suivi ciblé et de mise en œuvre. Par ailleurs, il aborde les fonctions et mandats des groupes consultatifs de la société civile établis dans le cadre des accords commerciaux de l'UE. Il analyse également dans quelle mesure ces groupes sont capables d'assurer le suivi non seulement des obligations environnementales et en matière de droit du travail contenues dans les chapitres des accords consacrés au développement durable, mais aussi de celles en matière de droits de l'homme. Pour terminer, il évalue la situation actuelle et fournit des recommandations concernant des accords existants ou futurs.

Numéro de référence: EESC/COMM/16/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-552-EN-C
ISBN: Sans objet
Langue: EN
Pages: 16
Auteurs: Lorand Bartels; Cambridge University; Royaume-Uni
Service demandeur: REX
Disponibilité: Disponible sur demande (rex@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Marzena Kisielewska (Marzena.Kisielewska@eesc.europa.eu)

Questions sur la société civile à inclure dans une future enquête Eurobaromètre

L'objectif de cette enquête est de trouver les questions adéquates à inclure dans une future enquête de l'Eurobaromètre au nom du Comité économique et social européen. Les questions visent principalement à examiner la position des citoyens européens envers la société civile, la démocratie participative et la citoyenneté active.

Numéro de référence: EESC/COMM/14/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-550-EN-C
ISBN: Sans objet
Langue: EN
Pages: 5
Auteurs: Lorenzo Mulè Stagno, Allied Consultants; GfK; Malte
Service demandeur: COM
Disponibilité: Disponible sur demande (studies-eesc@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Anna Comi (Anna.Comi@eesc.europa.eu)

Les médias sociaux et les réseaux sociaux en tant qu'agents de la démocratie participative et de la participation des citoyens – Le CESE utilise l'internet pour faire participer les organisations de la société civile

Les médias sociaux et les réseaux sociaux offrent au CESE une bonne occasion de consolider son rôle de pont entre la société civile et l'Union européenne. L'utilisation efficace des médias sociaux permettra au CESE de forger des relations fortes et durables en ligne avec des organisations de la société civile établies et émergentes. Cette étude analyse les mesures qui ont déjà été prises à cet égard. Elle met également en évidence le fait que les efforts soutenus du CESE porteront leurs fruits. En outre, les auteurs adressent une série de recommandations concernant les buts et objectifs de l'engagement global du CESE dans les médias.

Numéro de référence: EESC/COMM/11/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-549-EN-C
ISBN: Partie destinée au grand public: 978-92-830-2113-1
Langue: EN
Pages: 37
Auteurs: Semantica Research; Royaume-Uni
Service demandeur: COM
Disponibilité: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.27567>.
La partie à usage restreint est disponible sur demande:
(webeesc@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Eleni Kindyni (Eleni.Kindyni@eesc.europa.eu)

***Procédures de nomination des membres du CESE
dans les 27 États membres et en Croatie
(mise à jour de 2012)***

Cette étude est une version mise à jour d'une précédente recherche menée par le même auteur en 2007. Elle examine les procédures de nomination des membres du CESE en vigueur dans les États membres. En outre, cette étude examine si les États membres ont adopté un cadre juridique pour choisir leurs délégués. La méthodologie est essentiellement basée sur l'étude de 2007 ainsi que, à titre secondaire, sur des contacts directs avec les gouvernements nationaux, les organisations nationales, les ONG et les membres du Comité. Les résultats montrent qu'il existe une relation étroite entre les groupes du CESE et les organisations nationales. Concernant les pays plus petits, il semble que les conseils économiques et sociaux nationaux soient des acteurs majeurs dans la procédure de sélection, tandis que pour les "anciens" États membres sélection est essentiellement menée sous la forme de "routine". Enfin, il est utile de mentionner que certains des critères les plus importants pour la sélection sont l'équilibre entre les hommes et les femmes, la maîtrise des langues et la connaissance des affaires européennes.

Numéro de référence: EESC/COMM/18/2012
Numéro de catalogue: QE-32-12-553-EN-C
ISBN: Sans objet
Langue: EN
Pages: 58
Auteurs: Fondazione per la cittadinanza attiva (FONDACA); Italie
Service demandeur: Greffe
Disponibilité: Disponible sur demande (GreffeInfodocOnly@eesc.europa.eu)
Personne de contact: Silvia Chromekova (Silvia.Chromekova@eesc.europa.eu)



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2013-02-FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2013
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

FR



QE-AD-13-002-FR-C
ISBN 978-92-830-2102-5
ISSN 1977-9291



doi:10.2864/43927